

## Arrêté n° 21/314/CM

### **Délégation de signature à Monsieur Serge-Damien Goudet, Chef du Service Ingénierie et Coordination paie au sein de la Direction Recrutement, Emploi et Carrières de la Direction Générale Adjointe en charge des Ressources Humaines de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L’article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l’article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l’élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’acte DRH n° 2021-8156-CT portant affectation de Monsieur Serge-Damien Goudet.

#### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Délégation est donnée à Madame Monsieur Serge-Damien Goudet, Chef du Service Ingénierie et Coordination paie de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l’effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans les domaines suivants :

## Ressources humaines

### Agents dont les missions principales relèvent du Service Ingénierie et Coordination paie de la Métropole Aix-Marseille-Provence

#### **Accueil de stagiaires :**

- Conventions de stage sans incidence financière et tous les courriers y afférents.

#### **Evaluation des agents :**

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels en qualité de n+1 ou de n+2 ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

#### **Congés / Aménagements d'horaires :**

- Autorisations spéciales d'absence hors absences syndicales ;
- Refus d'un congé ou d'une RTT.

#### **Gestion du télétravail :**

- Courrier d'autorisation ou refus délivré aux agents.

#### **Protection sociale et santé :**

- Déclarations d'accidents de travail ;

#### **Frais de déplacement :**

- Etat de frais de déplacements
- Ordre de mission permanent ou ponctuel sur le territoire national

## Ressources humaines

### Pour l'ensemble des agents et élus métropolitains

#### **Paie :**

- Les bordereaux de paiement ;
- Les bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Allocation enfant handicapé ;
- Indemnité pour changement de résidence en cas de mutation/détachement ;
- Conventions et certificats de paiement dans le cadre du transfert d'un compte Epargne Temps ;
- Bordereaux de cotisations des agents (PREFON) ;
- Bordereaux de cotisations Elus Métropolitains (CAREL – FONPEL) ;
- Indemnités des élus ;
- Déclaration des quotes parts ;
- Attestations Pôle Emploi ;
- Avis de paiement des ARE ;
- Demandes de compte d'avance.

## Divers

- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant le service.

### **Article 2 :**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Serge-Damien Goudet, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

### **Article 3 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

### **Article 4 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge-Damien Goudet, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Corinne Ollagnier, Directrice Recrutement Emplois et Carrières Adjointe en Coordination.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge-Damien Goudet et de Madame Corinne Ollagnier la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Kévin Aubert, Directeur Recrutement Emplois et Carrières.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge-Damien Goudet, de Madame Corinne Ollagnier et de Monsieur Kévin Aubert, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Florence Parmantel, Directrice Générale Adjointe Déléguée Ressources Humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge-Damien Goudet, de Madame Corinne Ollagnier, de Monsieur Kévin Aubert et de Madame Florence Parmantel, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Laurent Peres, Directeur Général Adjoint Ressources Humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge-Damien Goudet, de Madame Corinne Ollagnier, de Monsieur Kévin Aubert, de Madame Florence Parmantel et de Monsieur Laurent Peres, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole.

### **Article 5 :**

Le présent arrêté prend effet à la date du 1<sup>er</sup> avril 2021.

### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

**Article 7 :**

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 mars 2021

**Martine VASSAL**